

Discours du Président de la région Bretagne

Session du Conseil régional de Bretagne

Octobre 2026

Seul le prononcé fait foi

Bretonnes,

Bretons,

Cher.es ami.es,

Cher.es collègues,

L'élection présidentielle approche et dans le brouhaha du débat national, il est des voix que je n'entends pas. Celles des territoires, qui pourtant portent bon nombre de réponses et de solutions, et qui bénéficient de la légitimité démocratique. Une légitimité de plus en plus niée, soit par obsession jacobine de l'Etat -qui dans sa déconfiture s'évertue à recentraliser moyens et pouvoir décisionnel, soit par les attaques démagogiques du Rassemblement National, qui préfère l'hypercentralisme parisien à la légitimité de la démocratie locale. Est-ce que l'intérêt général ne se trouverait donc que dans l'enceinte du périphérique parisien ? Peut-on réellement croire qu'on trouvera dans la suppression des Régions une source d'économies réelles ?

Je mets en garde ceux qui voudraient remplacer les élus du suffrage universel local par les petits hommes gris de la technocratie : sacrifier la démocratie locale sur l'autel de prétendues économies budgétaires est un calcul erroné et dangereux. Car l'affaiblissement de la maille démocratique locale condamnera nos citoyens à payer le prix fort de l'éloignement de la décision et de l'inefficacité administrative que l'on connaît.

A ceux qui voudraient moins d'élus et plus de fonctionnaires de Bercy, je veux redire cette vérité simple : l'efficacité de la sphère publique s'incarne d'abord et avant tout dans ses territoires, grâce aux élus de proximité, et c'est particulièrement vrai en Bretagne.

Trop souvent, et encore aujourd'hui, face à la colère lycéenne, on nous met le singe sur l'épaule. Pourtant, les collectivités sont encadrées par des règles budgétaires strictes qui nous imposent, par la loi, une rigueur exemplaire ; contrairement à l'État, le déficit nous est interdit, et nos ratios financiers sont scrutés. Dès lors, comment taxer les collectivités de responsables de la gabegie financière et de l'absence de moyens ?

Ici nous le savons, sans ratios maîtrisés, il n'y a plus d'investissement, et sans investissement régional, il n'y a plus d'avenir pour nos infrastructures, nos transports et nos jeunes. À ceux qui tentent de nous faire la leçon, regardons les chiffres avec lucidité car nous n'avons pas à rougir : la Bretagne affiche de meilleurs ratios que bon nombre de régions voisines, et nous le confirmerons en février au compte administratif. En Bretagne, nous assumons un contrôle strict de la dépense publique tout en garantissant la totalité de nos missions au service des Bretonnes et des Bretons !

Et l'État ? Il choisit de faire porter aux Régions un effort disproportionné, de réduire nos dotations financières, et il prétend ensuite solutionner les problèmes avec de grands plans nationaux, notamment sur les lycées, en exigeant que les Régions financent à l'euro près leurs propres annonces. C'est irresponsable, et c'est inconséquent. Qu'on ne vienne pas ensuite nous donner des leçons de gestion financière. Je le redis : nous gardons la tête haute, nous pilotons la dépense avec rigueur, et nous préservons ainsi notre liberté d'action. Contrairement à l'Etat, qui n'a pas voté un seul budget à l'équilibre depuis plus de 50 ans, pas un euro emprunté par la Région ne sert à financer nos dépenses de fonctionnement. Notre

dette à nous, et nos investissements, c'est le patrimoine dont nous dotons la Bretagne : ses lycées, ses trains, sa fibre, ses ports...

Entendons-nous bien, je ne souhaite pas alimenter un conflit stérile entre l'État et les territoires, ni encore moins prôner la mise à sac de nos institutions. Mais face au constat sans appel de l'échec de l'hypercentralisme, qui s'exprime aussi en ce moment devant nos lycées et dans la rue, il est urgent de réinventer notre modèle. Alors j'assume une forme de radicalité, et je réclame un État fort, concentré sur ses missions régaliennes, qui accepte de transférer les affaires du quotidien aux élus de territoires. Car enfin, le suffrage universel local n'a pas moins de valeur ni de légitimité que le suffrage universel national ! Donner du pouvoir et des moyens aux territoires, rapprocher la décision du citoyen, c'est répondre à cette urgence démocratique.

Parce que derrière les équations budgétaires, il y a la réalité de la vie de nos concitoyens. Chaque jour, nous avons pour boussole le service que nous devons aux 3,3 millions de Bretonnes et de Bretons. C'est pour eux que je demande plus de pouvoir d'agir !

Cette exigence s'incarne notamment au travers de notre deuxième politique régionale : celle de nos lycées. Avec un budget de 400 millions d'euros par an, et en 2026, plus de 110 millions d'euros d'investissement direct consacrés à nos établissements bretons. C'est conséquent, c'est 50% de plus que ce que mettait l'Etat auparavant quand il était en responsabilité, mais malheureusement pas suffisant. Je vais le dire sans ambages : depuis que je suis Président, nous avons investi 1 milliard d'euros dans les lycées bretons. Est-ce que tout est réglé ? Non. Il faudrait encore un milliard supplémentaire tout de suite pour mettre l'ensemble du parc immobilier à niveau. Nous avons sous notre responsabilité 2 millions de mètres carrés de bâtiments, c'est un patrimoine colossal. Nous y travaillons

d'arrache-pied, partout en Bretagne. Et nous suivons évidemment de près la crise et les inquiétudes qui traversent les lycéennes et lycéens. Face aux revendications des jeunes, quelle est notre méthode ? C'est le dialogue permanent ; et c'est la constance et la cohérence dans l'action. Nous n'avons pas attendu que la rue s'exprime pour écouter. En 2025, 9000 lycéennes et lycéens bretons ont été consultés sur leurs conditions de vie et leurs lycées. Et dès le démarrage des mouvements, nous avons réuni le Conseil Régional des Jeunes, pour un temps d'échange riche, exigeant, apaisé. Un dialogue que nous avons poursuivi les jours suivants directement dans les lycées et que nous faisons aussi vivre toute l'année dans les conseils d'administration, avec la présence de vous toutes et tous, élus régionaux. C'est essentiel, pour agir, d'abord d'écouter.

C'est cette même exigence qui guide notre action pour assurer l'habitabilité de notre région. Depuis la Breizh Cop, nous avons mené une action qui progresse sur deux jambes : *l'atténuation* avec la réduction de notre empreinte carbone, et *l'adaptation* au climat de demain. L'un de va pas sans l'autre. Nous accélérons sur ce chantier de l'adaptation, pour préparer une Bretagne habitable demain.

Et là encore, quoiqu'en disent les mauvaises langues, nous n'avons pas attendu les canicules de cet été pour ouvrir les yeux ! Nous avons engagé des travaux importants sur notre patrimoine, pour le rendre plus résilient, créer des îlots de fraîcheur, verdir nos espaces. Je pense notamment aux travaux au lycée Jean-Marie Le Bris de Douarnenez, récemment rénové, et qui répond aux meilleures exigences environnementales. Et je pourrais également citer le lycée Bréquigny à Rennes ou Emile Zola à Hennebont.

Mais le combat de l'adaptation de la Bretagne ne peut se conduire par la seule action de la collectivité régionale. C'est pour cela que la Région a proposé, il y a plus d'un an, de construire avec l'Etat et la société civile organisée, une stratégie régionale d'adaptation au changement climatique. Plusieurs centaines d'acteurs

bretons ont travaillé à la construction d'un diagnostic de vulnérabilité du territoire breton, qui vous sera présenté cet après-midi, après l'intervention des coprésidents du Haut Conseil Breton pour le Climat que nous avons créé en début de mandat, et qui ont participé aux travaux.

Ce diagnostic commun, qui sera mis à disposition de tous, n'est qu'une première étape pour permettre d'identifier les défis de chacun et leur articulation. Ce travail méthodique, engagé depuis plusieurs mois, doit nous conduire à agir avec précision pour l'avenir de la Bretagne. Pour ce qui concerne les compétences de la collectivité, un plan d'actions vous sera présenté dès l'été 2027.

La Bretagne ne sera jamais spectatrice du changement. Regardons les réalités économiques en face : la sortie des énergies fossiles n'est plus seulement une urgence environnementale, quand on voit le prix du litre de gasoil, c'est aussi une urgence sociale et économique. Et rien ne peut nous laisser croire une seconde qu'il va baisser durablement. Ceux qui prétendent qu'on va revenir au « *monde d'avant* » se trompent lourdement. Notre rôle de responsables politiques, c'est d'organiser cette transition pour qu'elle ne laisse personne au bord de la route. C'est une question de justice sociale.

Si la situation nationale est floue, notre trajectoire régionale, elle, est ferme et lisible. Et cette fermeté paie ! Permettez-moi de partager avec vous une victoire qui me rend fier : nous avons obtenu gain de cause sur la gestion des fonds européens. Il y aura donc des chapitres régionaux pour gérer, au plus près du terrain, les fonds européens pour la pêche, la cohésion. Nous continuons à porter cette même demande pour l'agriculture et j'ai bon espoir que cette victoire soit confirmée dès demain. J'ai eu l'honneur de conduire cette mission de négociation avec le gouvernement au nom des Régions de France, au service de notre Bretagne, pour nos agriculteurs et nos pêcheurs, pour nos territoires, pour que

l'Europe continue à infuser dans nos politiques publiques. La constance et la détermination paient !

Face à l'incertitude nationale, je réponds par la stabilité, la clarté et l'action : avec ma majorité, forte de sa pluralité et de son ancrage local, nous assumons nos choix et nous tenons notre cap.

Cher.es collègues, au travail, encore et toujours, au service des Bretonnes et des Bretons.

Je vous remercie.